

Mission Locale Paris Terres d'Envol

Comptes annuels 2024

Exercice clos le 31 décembre 2024

Approuvés par l'Assemblée Générale du 30 juin 2025

Siège social : 22 avenue Albert Einstein, 93150 Le Blanc-Mesnil

Document destiné à la publication au Journal Officiel des Associations et Fondations d'Entreprise (JOAFE)

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	70 397	62 315	8 082	16 933
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	1 049 423	703 344	346 080	327 515
	Immobilisations corporelles en cours	833 074		833 074	236 736
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	2 000		2 000	2 000
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	1 954 894	765 659	1 189 235	583 184
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	523 930		523 930	1 436 355
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 608 845		1 608 845	1 811 893
	Charges constatées d'avance	34 845		34 845	29 488
	TOTAL (II)	2 167 620		2 167 620	3 277 736
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 122 513	765 659	3 356 854	3 860 920
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	181 389	181 389
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	140 000	140 000
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres	638 563	638 563
	Report à nouveau	1 644 289	1 159 815
	Excédent ou déficit de l'exercice	(556 179)	484 474
	Total des fonds propres (situation nette)	2 048 062	2 604 241
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		6 995
	Provisions réglementées	82 337	82 337
	Total des autres fonds propres	82 337	89 332
	Total des fonds propres	2 130 399	2 693 573
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	63 999	106 391
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés	63 999	106 391
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	27 924	21 890
Provisions	Total des provisions	27 924	21 890
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	642 446	115 770
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	346 854	290 559
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 515	7 050
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	133 717	625 688
	Total des dettes	1 134 532	1 039 066
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		3 356 854	3 860 920
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(556 179,22)	484 473,94
(1) Dont à moins d'un an		1 134 532	1 039 066
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 581 490	2 978 247
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	81 969	83 510
	Utilisations des fonds dédiés	42 392	79 006
	Autres produits	275	83
	Total des produits d'exploitation	2 706 126	3 140 846
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 095 139	748 443
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	132 334	103 760
	Salaires et traitements	1 319 834	1 161 503
	Charges sociales	551 482	476 635
	Dotation aux amortissements et dépréciations	185 309	150 524
	Dotation aux provisions	6 034	
	Reports en fonds dédiés		26 000
	Autres charges	19 436	26 348
	Total des charges d'exploitation	3 309 569	2 693 212
RESULTAT D'EXPLOITATION		(603 443)	447 634

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(603 443)	447 634
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	47 781	7 165
	Total des produits financiers	47 781	7 165
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		47 781	7 165
RESULTAT COURANT avant impôts		(555 662)	454 799
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	320 6 995	18 745 13 238
	Total des produits exceptionnels	7 315	31 984
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		735
	Total des charges exceptionnelles		735
RESULTAT EXCEPTIONNEL		7 315	31 249
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		7 832	1 574
TOTAL DES PRODUITS		2 761 222	3 179 994
TOTAL DES CHARGES		3 317 401	2 695 520
EXCEDENT ou DEFICIT		(556 179)	484 474
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			31 402
TOTAL			31 402
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			31 402
TOTAL			31 402



22 AVENUE ALBERT EINSTEIN
93 150 LE BLANC-MESNIL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux Membres

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice **clos le 31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A la date de signature du présent rapport, je n'ai pas eu connaissance du rapport de gestion et des documents à caractère financier remis aux membres, en vue de l'Assemblée Générale.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de l'association.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,
Le 26 Juin 2025



Fabrice ATTOUMO
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	70 397	62 315	8 082	16 933
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	1 049 423	703 344	346 080	327 515
	Immobilisations corporelles en cours	833 074		833 074	236 736
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	2 000		2 000	2 000
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	1 954 894	765 659	1 189 235	583 184
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	523 930		523 930	1 436 355
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 608 845		1 608 845	1 811 893
	Charges constatées d'avance	34 845		34 845	29 488
	TOTAL (II)	2 167 620		2 167 620	3 277 736
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		4 122 513	765 659	3 356 854	3 860 920
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	181 389	181 389
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	140 000	140 000
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres	638 563	638 563
	Report à nouveau	1 644 289	1 159 815
	Excédent ou déficit de l'exercice	(556 179)	484 474
	Total des fonds propres (situation nette)	2 048 062	2 604 241
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		6 995
	Provisions réglementées	82 337	82 337
	Total des autres fonds propres	82 337	89 332
	Total des fonds propres	2 130 399	2 693 573
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	63 999	106 391
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	63 999	106 391
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	27 924	21 890
	Total des provisions	27 924	21 890
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	642 446	115 770
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	346 854	290 559
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 515	7 050
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	133 717	625 688
	Total des dettes	1 134 532	1 039 066
Ecart de conversion passif	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		3 356 854	3 860 920
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(556 179,22)	484 473,94
(1) Dont à moins d'un an		1 134 532	1 039 066
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 581 490	2 978 247
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	81 969	83 510
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	42 392	79 006
	Autres produits	275	83
	Total des produits d'exploitation	2 706 126	3 140 846
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 095 139	748 443
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	132 334	103 760
	Salaires et traitements	1 319 834	1 161 503
	Charges sociales	551 482	476 635
	Dotation aux amortissements et dépréciations	185 309	150 524
	Dotation aux provisions	6 034	
	Reports en fonds dédiés		26 000
	Autres charges	19 436	26 348
	Total des charges d'exploitation	3 309 569	2 693 212
RESULTAT D'EXPLOITATION		(603 443)	447 634

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(603 443)	447 634
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	47 781	7 165
	Total des produits financiers	47 781	7 165
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		47 781	7 165
RESULTAT COURANT avant impôts		(555 662)	454 799
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	320 6 995	18 745 13 238
	Total des produits exceptionnels	7 315	31 984
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		735
	Total des charges exceptionnelles		735
RESULTAT EXCEPTIONNEL		7 315	31 249
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		7 832	1 574
TOTAL DES PRODUITS		2 761 222	3 179 994
TOTAL DES CHARGES		3 317 401	2 695 520
EXCEDENT ou DEFICIT		(556 179)	484 474
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			31 402
TOTAL			31 402
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			31 402
TOTAL			31 402

ANNEXE

1/ DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Présentation de l'entité

La Mission Locale a été créée le 17 décembre 2021, avec pour ambition de regrouper l'ensemble des Communes de l'EPT Paris Terres d'Envol, souhaitant y adhérer, pour accompagner les jeunes sortis du système scolaire.

Les communes du périmètre ayant adhéré au 1^{er} janvier 2022 sont Drancy, Le Blanc-Mesnil, le Bourget et Dugny.

La Mission Locale de Paris Terres d'Envol a ainsi bénéficié de 2 apports partiels d'actifs :

- Le premier pour Drancy et Le Blanc-Mesnil, pour lesquelles la Mission Locale de la Mire a apporté les actifs correspondant à l'accompagnement des jeunes de ces deux communes
- Le second pour Dugny et le Bourget pour lesquelles l'apport a été réalisé par la Mission Locale Intercommunale de la Courneuve.

Les deux apports partiels d'actifs ont fait l'objet de traités entérinés par l'assemblée générale de la Mission Locale Paris Terres d'Envol le 13 juillet 2022. ; ils comportaient une clause de rétroactivité au 1^{er} janvier 2022.

La Mission Locale met en œuvre un accompagnement socioprofessionnel pour les jeunes de 16 à 25 sortis du système scolaire. Celui-ci se décline par un travail avec le jeune, sur son parcours, son environnement et les problématiques qu'il peut rencontrer. Les conseillers socioprofessionnels les accompagnent donc sur les champs liés à l'accès à l'emploi et à la formation sans occulter les problématiques sociales auxquelles ils sont confrontés.

Les objectifs globaux de la ML PTE se déclinent comme suit :

- Accueillir, informer, orienter et accompagner les jeunes de 16 à 25 ans non scolarisés dans la résolution de l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle,
- Construire avec ces jeunes des parcours personnalisés d'insertion socio-professionnelle en visant l'accès à l'autonomie,
- Favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou de compléter les actions d'insertion conduites par ceux-ci,
- Contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre, dans sa zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.
- Développer des actions relatives à l'emploi et renforcer le partenariat avec le tissu économique du Territoire.
- Mettre les œuvre les dispositifs et les politiques de l'emploi.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

- Le dispositif CEJ – Contrat d'Engagement Jeune

Poursuite du dispositif ayant démarré en 2022.

L'objectif fixé par l'Etat en 2024 était de 570 jeunes à intégrer

L'objectif a été atteint par les équipes de la Mission Locale, l'état ayant interdit tout dépassement.

- Autres évènements

- La MLPTE a ouvert une nouvelle antenne sur la commune du Bourget, conformément aux engagements pris auprès de la commune.
- Ré-internalisation de notre offre de service, pour garantir un accompagnement de qualité, plus lisible et pleinement maîtrisé en interne. Cette décision stratégique marque notre volonté de nous

recentrer sur nos fondamentaux tout en valorisant les compétences de nos équipes, pour proposer aux jeunes un parcours plus fluide, cohérent et adapté à leurs besoins.

- Poursuite du déploiement anticipé du Réseau pour l'Emploi, en lien étroit avec France Travail : immersions croisées, temps d'échange renforcés, co-portage d'événements, et un séminaire annuel commun, prémices d'une gouvernance partagée et coopérative.
- Déploiement des portefeuilles spécifiques aux jeunes relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance, pour un accompagnement au plus près des besoins de chacun.
- Déploiement à grande échelle de "L'Entreprise à vos pieds", sur 4 villes et avec plus de 800 visiteurs : une action de terrain, concrète et impactante.
- Organisation d'un premier ciné-débat sur l'illettrisme et l'illectronisme, pour oser aborder des sujets de fond et lever les freins invisibles à l'insertion.
- Organisation de la première édition d'Aérojob, événement phare du territoire (786 visiteurs, 28 entreprises), reflet de notre capacité à créer des ponts entre ambitions des jeunes et besoins économiques.
- Premiers pas d'un partenariat européen autour d'Aéroproject, pour ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles à l'échelle internationale.
- Création d'une communauté RH aéroportuaire

1.3. Événements postérieurs à la clôture

- La MLPTE a débuté des travaux fin 2024 afin d'ouvrir l'antenne annexe de Blanc-Mesnil début 2025 & l'antenne de Dugny fin du premier trimestre 2025/début

2/ REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Référentiel comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2. Conventions générales

L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du Plan comptable général et les prescriptions du règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3. Durée et période de l'exercice comptable

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

2.4. Changements comptables

2.4.1. Changement de réglementation comptable :

Néant

2.4.2. Changement de méthodes à l'initiative de l'entité :

Néant

3/ NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

3.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Logiciel : 1 à 3 ans
- Installations générales : 3 à 10 ans
- Matériel bureautique et informatique : 2 à 5 ans
- Mobilier : 2 à 10 ans

3.2. Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par la valeur d'acquisition qui comprend, après déduction des remises, rabais et escomptes de règlement.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur nominale, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

3.3. Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition.

Les dépréciations sont faites pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

4/ NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

4.1. Fonds propres

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes 2023, l'excédent de l'exercice 2023 est affecté au report à nouveau.

Les fonds propres s'établissent à 2 130 399 €.

4.2. Fonds dédiés

Les opérations comptabilisées en fonds dédiés correspondent pour une partie à des fonds dédiés issus de l'apport partiel d'actif de la MIRE et sont les suivantes :

- 2014 – CG – Permis
- 2014 – DRIHL – Hébergement Urgence
- 2015 – Etat – Emploi et mobilité GJ
- 2023 - QPV

Ces subventions n'ont pas pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris lors de la signature de la convention. Le détail figure dans le tableau de variation des fonds dédiés.

Au regard des évolutions du conventionnement CEJ, la part de la subvention perçue en 2024 à ce titre et non encore utilisée au 31 décembre 2024 n'a pas été comptabilisée en fonds dédiés. Des produits constatés d'avance ont été enregistrés.

4.3. Subvention d'investissement

- Suite aux apports partiels d'actif de La Mire et de la MLI La Courneuve, les subventions d'investissement perçues s'établissent à 59.947 € ; elles correspondent au financement du matériel informatique.
Celles-ci sont reprises au rythme de l'amortissement des matériels concernés par les subventions.

4.4. Provisions pour risques et charges

Néant

4.5. Subventions à reverser

Néant

5/ NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1. Ventilation des concours publics et subventions

(Article 431-9 du règlement ANC N° 2018-06)

	2024
ETAT	2 063 862,83
Etat - Globalisation CPO + GJ - Ajust 2013	
SOCLE	581 765,00
OBLIGATION FORMATION	32 977,00
CEJ 2024 - OBJECTIF 570	1 011 750,00
CEJ 2024 - JEUNES REFUSES	-20 750,00
CEJ 2023 - AJUSTEMENT	-33 850,00
PCA	-133 716,67
EXT. PCA	625 687,50
CONSEIL DEPARTEMENTAL	75 000,00
Accompagnement jeunes ASE	75 000,00
REGION IDF	91 200,00
Subv. Liée activité	91 200,00
VILLES	148 910,00
EPT	148 910,00
France TRAVAIL	125 959,83
PPAE	125 959,83
ACTIONS SPECIFIQUES	34 807,85
Adultes relais	22 115,70
FIPD	10 000,00
AGEFIPH	2 692,15
CONTRATS AIDES	36 483,67
ASP - CUI/CAE	22 317,03
ASP - AIDE EXCEPTIONNELLE APPRENTI	11 500,00
AIDE CONTRAT PROFESSIONNALISATION	2 666,64
TAXE D'APPRENTISSAGE	5 266,16
COLLECTE TAXE D'APPRENTISSAGE	5 266,16
TOTAL	2 581 490,34

5.2. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées à leur date de notification par les financeurs, et affectées à la mise en œuvre des missions sociales. L'accord de financement conclu entre l'association et les financeurs définit la période de référence, les activités financées, et les obligations de justifications des dépenses engagées dans la réalisation de ces activités.

La part du financement à comptabiliser en produits de l'exercice est déterminée :

- Soit à partir du rapport financier lorsque celui-ci est terminé avant la clôture des comptes. Dans ce cas, la somme à affecter en produits est déterminée par les dépenses justifiées,
- Soit par une évaluation des dépenses « justifiables » engagées dans la période de référence, lorsque le rapport financier n'a pas été établi avant la clôture des comptes. C'est le cas notamment des financements pluriannuels.

5.3. Engagements en matière de pensions et d'indemnités de départ à la retraite du personnel

Le code du travail et la convention collective dont dépend l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Aucun accord particulier y dérogeant n'a été signé.

Au 31 décembre 2024, la provision pour engagement de retraite est comptabilisée en « provision pour charges ». Le montant des droits acquis par les salariés s'élève à 27.924 € (selon le calcul de la dette actuarielle).

Critères : Méthode de calcul : ANC 2021 – Table de mortalité : Table réglementaire TH/TF 00-02 - Taux de rotation du personnel : 5 % - Taux d'augmentation des salaires : 1 % - Taux d'actualisation : 3.38 % - Proratisation des droits acquis à la clôture.

5.4. Rémunération des dirigeants

Les trois personnes entrant dans le champ d'application de la loi sont :

- Le Président,
- Le Trésorier,
- Le Directeur de l'association.

Seul le Directeur de l'association bénéficie d'une rémunération. Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 8.340 €.

5.6. Effectifs

Catégorie	Nombre de salariés temps plein	Nombre de salariés temps partiel	Total Salariés	Equivalents Temps Plein
Cadre	3	0	3	3
Non cadre	39	1	40	40,85
Total	42	1	43	43,85

5.7. Engagement EPT / MLPTE

La convention entre l'établissement public territorial (EPT) et la mission locale Paris Terres d'Envol a été conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est reconduite tacitement, au 31 décembre de chaque année, pour une période d'un an, sans que sa durée ne puisse excéder le 31 décembre 2026.

Chacune des parties peut mettre fin à la convention 3 mois avant le 31 décembre de chaque année reconduite.

Le montant de l'engagement restant est 296.380 € au titre des années 2025 et 2026.

6/ INFORMATION CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (bénévolats, mise à disposition...)

Nous bénéficions de contributions volontaires en nature de la part des villes et de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol.

Chèques Mobilités : néant

Contribution Ville de Drancy : non communiqué.

Contribution ville de Blanc Mesnil : non communiqué

Contribution ville Le Bourget : non communiqué

Contribution ville de Dugny : non communiqué

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	62 255		8 142			70 397
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	62 255		8 142			70 397
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	283 295		31 356			314 651
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	579 247		155 525			734 772
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	236 736		596 338			833 074
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 099 278		783 219			1 882 497
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	2 000					2 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 000					2 000
TOTAL		1 163 533		791 361			1 954 894

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	45 322	16 993		62 315
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	45 322	16 993		62 315
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	163 394	24 248		187 642
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	371 634	144 068		515 702
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		535 028	168 316		703 344
TOTAL		580 350	185 309		765 659

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	82 337			82 337
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	82 337			82 337
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	21 890	6 034		27 924
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	21 890	6 034		27 924
	Sur immobilisations {incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		104 227	6 034		110 261
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			6 034		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

--

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	181 389				181 389
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	140 000				140 000
Autres réserves	638 563				638 563
Report à nouveau	1 159 815	484 474			1 644 289
Excédent ou déficit de l'exercice	484 474	(484 474)		556 179	(556 179)
Situation nette	2 604 241			556 179	2 048 062
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	6 995			6 995	
Provisions réglementées	82 337				82 337
TOTAL	2 693 573			563 174	2 130 399

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés 01/01/2024	Utilisations	Engagement à réaliser sur nouvelles ress. affectées	Fonds dédiés clôture 31/12/2024
Subventions d'exploitation	106 391,00	42 392,00	-	63 999,00
<u>Année 2014 :</u>				
- CG - Permis de conduire	2 000,00			2 000,00
- DRIHL - Hébergement Urgence	2 941,00	1 617,00		1 324,00
<u>Année 2014 :</u>				-
- Etat - Emploi et mobilité GJ	58 675,00			58 675,00
<u>Année 2022 :</u>				-
- CPO - Etat - Adultes relais - 2 postes	-			-
- Région - Parrainage	8 387,50	8 387,50		-
- DRIETS - Parrainage	8 387,50	8 387,50		-
<u>Année 2023 :</u>				-
- QPV	26 000,00	24 000,00		2 000,00
Contributions financières d'autres org.	-	-	-	-
	-	-		-
	-	-		-
	-	-		-
Resources liées à la générosité du public	-	-	-	-
				-
				-
TOTAL	106 391	42 392	-	63 999

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	59 947			59 947
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	59 947			59 947
Quotes-parts virées au compte de résultat	52 952	6 995		59 947

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 167	9 167	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	447 690	447 690	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	67 073	67 073	
	Charges constatées d'avance	34 845	34 845	
	TOTAL DES CREANCES	558 774	558 774	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	642 446	642 446		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	116 106	116 106		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	184 664	184 664		
	Impôts sur les bénéfices	9 406	9 406		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	36 679	36 679		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	11 515	11 515		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	133 717	133 717		
	TOTAL DES DETTES	1 134 532	1 134 532		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		255 746
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		64 813
Fournisseurs - fact. non parve	64 813	
Dettes fiscales et sociales		190 933
Dettes prov. congés payés	115 062	
Charges sur congés à payer	55 633	
Organismes - Autres charges à	20 238	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		524 155
Autres créances		524 155
Frss-R.R.R. à obtenir	377	
Organismes - Prod. à recevoir	4 445	
Etat - Subventions à recevoir	181 600	
Subvention à recevoir - Région	102 180	
Sub. à recevoir - Conseil Géné	15 000	
Subventions à recevoir - EPT	148 910	
Produits à recevoir	58 695	
Intérêts courus	12 949	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				34 845
IJSS			2 652	
STEEPLE		26/06/2024 25/06/2025	1 430	
DYNATOS		08/08/2024 08/08/2025	1 447	
WORKPLACE			4 140	
DOLCE VISTA			14 724	
AMET		01/01/2025 31/12/2025	5 819	
MOBILIZE - LOCATION VEHICULES			4 156	
FRS DIVERS			476	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				34 845

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				133 717
CEJ 2024			133 717	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				133 717

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des produits exceptionnels		7 315
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		320
Produits /exo antérieurs	320	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		6 995
Quote-part subv.résultat	6 995	
Total des charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		7 315

Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2024

HUMANIS - MHP	7 335
TRANSITION - REMBOURSEMENT SALAIRES	22 732
UNIFORMATION	51 871
DIVERS	30
TOTAL	81 969